

Flash ISP 11-2004

>>> PSI@lb.bcentral.com 06/28 17:11 >>>

- Etude de la Banque mondiale sur les problèmes de la privatisation
- Elections américaines
- Résolution de l'OIT sur l'égalité des sexes, l'égalité de rémunération et la protection de la maternité
- Améliorer les services publics
- Débat sur les travailleurs migrants
- Les syndicats européens de l'énergie signent un accord de solidarité transnationale
- La France reporte la privatisation de services publics
- Les initiatives PFI sont au détriment des salaires et des conditions d'emploi
- L'ISP s'adresse en plénum à la Conférence de l'OIT
- Le gouvernement coréen se prononce contre la privatisation

UNE ETUDE DE LA BANQUE MONDIALE ABORDE LES PROBLEMES DE LA PRIVATISATION

Lors d'une conférence de presse donnée pour la diffusion de la nouvelle étude "Reforming Infrastructure: Privatization, Regulation and Competition" (réforme des infrastructures: privatisation, réglementation et concurrence), François Bourguignon, Economiste en chef à la Banque mondiale, a expliqué à propos de la politique de réforme des infrastructures mise en œuvre ces dernières années que l'on avait "parfois aveuglément érigé la privatisation en dogme". Le communiqué le dit également: la Banque a vanté les avantages potentiels de la privatisation avec "une exubérance quelque peu irrationnelle". La nouvelle étude souligne la nécessité de mettre en place une réglementation efficace avant toute privatisation, car un processus de privatisation défaillant est difficile à corriger après coup. La Banque maintient que le secteur des télécommunications est celui qui se prête le mieux à la privatisation et à la libéralisation dans les pays en développement, mais "le cas de la privatisation de réseaux de transports est beaucoup moins convaincant", le potentiel de réussite d'une privatisation du secteur de l'eau est "limité"; et la privatisation de l'électricité peut être "problématique". Le document contient plusieurs contradictions et semble plutôt tendre à ajouter des points au programme établi qu'à un changement de politique. Il est disponible sur le site web de la Banque, et le communiqué de presse est disponible en arabe, chinois, espagnol, français, portugais et russe: http://www.econ.worldbank.org/prr/reforming_infrastructure

ELECTIONS AMERICAINES

Les syndicats américains mènent campagne pour s'assurer que George Bush ne soit pas réélu. Bush prépare maintenant une offensive majeure contre les droits du travail aux Etats-Unis. Dans sa préparation du Congrès syndical de ce mois, Gerald W. McEntee, Président de l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME) (Fédération des employés des Etats, des comtés et des municipalités), a annoncé que le syndicat projetait "une mobilisation sans précédent de ses membres". Avec 1,4 millions de membres, l'AFSCME est l'un des plus grands syndicats d'employés des services publics américains; il croit à la vitesse grand V et s'engage à fond par un programme d'action politique élaboré. Le guide pratique politique du syndicat, "Ten Steps to Political Action" (Dix étapes pour l'action politique) peut être consulté à l'adresse <http://www.afscme.org/politics/index.html>

RESOLUTION DE L'OIT SUR L'EGALITE DES SEXES, L'EGALITE DE REMUNERATION ET LA PROTECTION DE LA MATERNITE

La 92e conférence annuelle de l'OIT (<http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/ilc/index.htm>) vient juste de se terminer. Les participants ont adopté une résolution qui appelle les gouvernements, les partenaires sociaux et l'OIT à entreprendre certaines actions spécifiques pour lutter contre les disparités salariales entre les sexes. Cette résolution, la seule à avoir été adoptée, reconnaît aussi que la qualité des services publics joue un rôle primordial pour l'accès des femmes à l'emploi et que la mondialisation peut avoir des répercussions négatives pour les femmes. Ce texte est la première véritable déclaration sur l'égalité des sexes à être adoptée par l'OIT depuis 1985. Ces deux dernières années, l'ISP a aidé à élaborer une résolution concernant l'égalité de rémunération et a joué un rôle clé dans la campagne pour la protection de la maternité. La résolution propose en particulier que les partenaires sociaux négocient l'introduction de systèmes non sexistes d'évaluation des emplois et l'introduction d'indicateurs statistiques et de bilans de l'égalité des sexes sur le lieu de travail, en prenant aussi en considération d'autres formes de discrimination. Ce document sera un outil d'intercession utile pour les syndicats qui désirent promouvoir l'égalité de rémunération. L'OIT est appelée dans son texte même à financer la mise en œuvre de la résolution, ainsi qu'à réaliser des programmes de formation sur les évaluations d'emplois. Pour le texte intégral, voir <http://www.world-psi.org/>

AMELIORER LES SERVICES PUBLICS

Pour aider les syndicats dans leur lutte pour améliorer les services publics, l'ISP constitue une banque de données rassemblant des récits et des expériences liés à des campagnes pour la qualité des services publics. Les mêmes expériences se reproduisent souvent à différents endroits du monde et notre but est d'aider à en tirer des enseignements. Par exemple, la privatisation, les coupes budgétaires dans le secteur public et la perte d'emplois affectent les travailleurs et la communauté dans la plupart des pays. La banque de données recueillera et publiera les récits des réactions des syndicats, elle fournira également des renseignements en vue de négociations et de campagnes. Nous avons besoin de votre aide pour que cela fonctionne. Si vous avez des récits et des idées, merci

de nous les envoyer pour que nous les fassions figurer dans la banque de données. Celle-ci sera active sur le nouveau site de l'ISP dès septembre 2004. Envoyez vos infos à wendy.caird@world-psi.org

DEBAT SUR LES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Cette année, la Conférence de l'OIT avait à son ordre du jour une discussion générale sur les travailleurs migrants. Ce débat s'est tenu entre représentants des employeurs, des travailleurs et des gouvernements. Dans l'ensemble, les conclusions adoptées ont été plutôt positives pour les travailleurs et les migrants du secteur public. Dans le cadre de la campagne de l'ISP, des exemplaires de "Women and International Migration in the Health Sector" (Les femmes et la migration internationale dans le secteur de la santé) ont été distribués (voir Publications - Equality sur le site <http://www.world-psi.org/>), ce qui a contribué à mettre en évidence les préoccupations que représentent les migrations pour les travailleurs du secteur public.

LES SYNDICATS EUROPEENS DE L'ENERGIE SIGNENT UN ACCORD DE SOLIDARITE TRANSNATIONALE

Les délégués au Congrès de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) ont unanimement approuvé un accord de solidarité transnationale pour les secteurs européens de l'électricité et du gaz. Cet accord prévoit que les compagnies qui enfreignent les conventions sociales, ou celles qui ne signent pas la convention collective requise pour le secteur de l'électricité, seront dans la ligne de mire de tous les syndicats énergétiques de la FSESP. Les affiliés de la FSESP dans ce secteur vont se lancer dans une campagne de solidarité pour assurer que leurs compagnies se plient à ces normes. Les compagnies actives dans l'industrie européenne de l'électricité et du gaz doivent souscrire aux conventions clés de l'OIT sur les droits syndicaux, sur le droit d'organisation et de négociation collective (87 et 98), sur l'égalité des chances et l'égalité de rémunération (100 et 111), sur l'interdiction du travail forcé (29 et 105) et du travail des enfants (138 and 182). Les syndicats affiliés à la FSESP n'accepteront pas que ces conventions soient violées.

LA FRANCE REPORTE LA PRIVATISATION DE SERVICES PUBLICS

Nicolas Sarkozy, Ministre de l'économie français, a renoncé à une privatisation immédiate d'EdF et de Gaz de France, les services de l'électricité et du gaz. Cela représente une nouvelle concession aux protestations grandissantes des syndicats contre tous changements de ces organismes d'Etat, et cela montre à quel point le gouvernement de centre-droite recule par rapport à ses projets d'origine. Il espérait profiter de l'échéance de juillet de l'Union européenne pour ouvrir 30% du marché non résidentiel de l'énergie français et privatiser partiellement les deux services. Le mois dernier encore, M. Sarkozy parlait de réduire la participation directe à 70%. Mardi, premier jour du débat parlementaire sur le projet de loi convertissant les organismes d'Etat en entreprises ordinaires, il était évident que le gouvernement ne ferait que le minimum nécessaire pour se conformer aux directives de libéralisation de l'énergie de Bruxelles.

LES ECONOMIES REALISEES PAR LES PFI NE SE FONT QU'AU DETRIMENT DES SALAIRES ET DES CONDITIONS D'EMPLOI

Les économies que l'on se promettait de la privatisation des services publics se font aux dépens des conditions d'emploi, et non par une véritable innovation au niveau de la gestion. Telle est la conclusion d'une nouvelle étude à grande échelle du groupe d'experts britannique Catalyst, qui a examiné la manière dont les "initiatives de financement privé" (PFI) et les "partenariats public-privé" (PPP) fonctionnent dans le secteur public. Cette recherche est basée sur la situation concrète dans les services pénitentiaires, considérés par le gouvernement comme un modèle de partenariat public-privé. Cet article est disponible (en anglais uniquement) sur le site: <http://www.catalystforum.org.uk/pubs/paper23.html>

L'ISP S'ADRESSE EN PLENUM A LA CONFERENCE DE L'OIT

Au cours de la discussion sur le rapport du Directeur général, Nora Wintour, Chargée des questions d'égalité et des droits à l'ISP, a présenté un exposé au nom de l'ISP. L'OIT a estimé que plus de 15 millions d'emplois du secteur public avaient été perdus entre 1999 et 2000, et a noté, dans son rapport "S'organiser pour plus de justice sociale", que les changements avaient été introduits sans discussion ni négociations, ce qui avait sapé le moral des employés et l'esprit du service public. L'ISP a relevé la contradiction qui existe entre l'appel de l'ONU à réaliser les Objectifs de Développement du Millénaire (<http://www.un.org/millenniumgoals/>), qui exigent beaucoup d'engagement dans la santé et dans l'éducation, ou l'initiative de l'OMS pour la fourniture de médicaments anti-rétroviraux, et ce parti pris en faveur de solutions du secteur privé. Nora Wintour a souligné la nécessité d'avoir des services publics de qualité pour mettre sur pied des économies fortes et des sociétés inclusives. L'ISP a également demandé que l'ONU instaure une "journée du droit à l'énergie" similaire à la "Journée de l'eau". Elle a cité plusieurs cas où, l'an dernier, des syndicalistes du secteur public ont été victimes de discrimination, avec notamment des licenciements et des arrestations arbitraires, ou même parfois des meurtres. Les cas des employés du gouvernement du Tamil Nadu et des travailleurs municipaux du Chili ont été cités en particulier. L'ISP a appelé à davantage d'intervention des mécanismes de supervision de l'OIT en Colombie.

LE GOUVERNEMENT COREEN SE PRONONCE CONTRE LA PRIVATISATION

"Pour assurer un fonctionnement efficace de l'industrie de l'énergie", le gouvernement coréen a abandonné son projet de démembrer et vendre la division énergétique de la société d'Etat KEPCO. Cela fait suite à une récente étude menée par le syndicat de l'énergie et par des représentants du gouvernement. Le Flash ISP du mois dernier (disponible sous <http://www.world-psi.org/>) contient davantage de détails à ce sujet.

Powered by List Builder

To unsubscribe follow the link:

<http://lb.bcentral.com/ex/sp?c=12331&s=B7078F31F58AF997&m=395>